

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Sweezy, Paul M., et Bettelheim, Charles, *On the Transition to Socialism*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1971, 122 p.

par Gérard Berthoud

Études internationales, vol. 3, n° 2, 1972, p. 274-276.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/700202ar>

DOI: 10.7202/700202ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

vée s'occupant de la question des télécommunications, conçu le satellite comme un câble dans le ciel et en assura une gestion identique, peu multilatérale, se heurtant aux prétentions tant européennes que canadiennes. Quant à l'agence « internationale » INTELSAT, elle fut créée par les États-Unis, assurant la prédominance de COMSAT. Elle fut ainsi un champ de bataille Europe-États-Unis, et non un authentique organisme international. À l'heure actuelle, COMSAT détient encore 40% des voix, mais ne dispose plus du droit de veto.

Il est nécessaire que les États-Unis comprennent qu'en dépit de leur naturelle prépondérance technologique, ils doivent tenir compte des intérêts internationaux. La solution réside peut-être dans la création, ou le renforcement, d'organismes régionaux spécialisés.

Il existe pourtant, comme en témoigne Harold Karan Jacobson, une très vieille agence spécialisée de l'ONU, l'Union Internationale des Télécommunications (UIT). Cette organisation est née de la nécessité de collaboration dans ce domaine, mais, malheureusement, les États sont jaloux de leur souveraineté, surtout dans cette matière, si importante pour eux. L'UIT est ainsi reléguée à un rôle de facilitation des relations et de prévention des interférences... Aucune supranationalité, par conséquent. Son mérite le plus grand est donc de prévenir les tensions éventuelles entre ses membres, ce qui n'est pas un rôle négligeable quand on sait que l'UIT est plus universelle qu'INTELSAT par exemple. Autre rôle majeur : l'aide technique aux pays les moins développés. En 1968, cette assistance s'est chiffrée à \$5 557 688.

À un niveau régional cette fois, celui de l'Europe occidentale, la situation est résumée par Hondius, qui oppose la pratique européenne à celle des États-Unis. En effet, la radiodiffusion en Europe occidentale est conçue comme un service communautaire et, ainsi contrôlée par l'État sous une forme ou sous une autre. De ce fait, des stations privées se sont montées tout près de certains pays à monopole gouvernemental, notamment en dehors des eaux territoriales. Ceci nous ramène aux problèmes internationaux. À ce niveau, un contrôle existe depuis longtemps en Europe. Mais il est seulement technique et n'a aucune incidence quant au contenu des émissions. Il répond donc à une stricte nécessité, surtout en Europe, où il y a une grande densité de communications sur un territoire peu étendu. Cette coopération se

réalise depuis 1950 dans le cadre de l'EBU (*European Broadcasting Union*), qui a créé l'Eurovision, première tentative d'intégration européenne « par l'image... ».

En matière de droit spatial proprement dit, le lecteur ne sera pas déçu non plus. Un chapitre lui est en effet consacré, dont la responsabilité a été confiée à Errera, qui analyse différents textes, de l'ONU en particulier. Le Traité de 1967 est analysé dans ses principes, ainsi que le Comité sur les usages pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et son groupe de travail sur les satellites à diffusion directe.

En définitive, cet ouvrage constitue un précieux apport pour quiconque s'intéresse aux questions d'actualité et est ouvert au progrès technique dans ses incidences juridiques. Il est le fruit d'un colloque tenu à l'Institut de droit aérien et spatial de l'Université McGill, en 1970. Il reste à formuler l'espoir que plus de colloques donnent ainsi lieu à des ouvrages, de sorte que l'œuvre des conférenciers ne reste pas limitée dans ses effets à quelques rares privilégiés.

Francis RIGALDIES

*Droit,
Université de Montréal.*

SWEETZ, Paul M., et BETTELHEIM, Charles, *On the Transition to Socialism*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1971, 122p.

Dans une problématique marxiste, le concept de transition, par son ambiguïté, ne manque pas de poser un difficile problème de définition. Qu'il s'agisse des formes de transition qui produisent le mode de production capitaliste, c'est-à-dire la dissolution du féodalisme et les différentes articulations entre un capitalisme dominant à l'échelle mondiale et divers systèmes économiques non capitalistes, les travaux de Marx et de la majorité de ses successeurs insistent davantage sur le fonctionnement du mode de production capitaliste que sur son dépassement.

Cependant deux des problèmes majeurs de notre temps, le « sous-développement » et la construction du socialisme exigent une problématique où les modes de production en présence, dans une situation sociale concrète, doi-

vent être pensés, en dernière analyse, dans leur articulation spécifique.

Or l'ouvrage *On the Transition to Socialism* constitue précisément une contribution à l'un de ses deux problèmes actuels. En effet, un échange de vue entre Sweezy et Bettelheim, sur la dynamique qui s'instaure dans la transition au socialisme, occupe la première partie de ce petit ouvrage. Dans la seconde partie, on trouve des articles de Sweezy sur le même thème. Tous les articles qui composent ce volume ont été préalablement publiés dans *Monthly Review*, entre 1967 et 1971.

Le concept général de transition, c'est-à-dire l'ensemble des caractéristiques communes de toute transition, n'est pas discuté par les deux auteurs, Sweezy d'ailleurs ne croit pas à l'existence d'une « théorie générale » de la transition entre deux modes de production, « parce que chaque transition est un procès historique unique qui doit être analysé et expliqué en tant que tel » (p. 107). Une telle vue relativiste ne manque pas de surprendre et devrait alors s'étendre à d'autres concepts comme mode de production, reproduction, etc., qui pourtant relèvent tous de la même problématique (niveau théorique des invariants). Aussi contentons-nous de discuter une transition spécifique.

En première approximation, et à la suite des auteurs, on peut dire que la transition au socialisme se définit comme : « Une domination croissante de la part des producteurs immédiats sur leurs conditions d'existence et en conséquence, en première instance, sur leurs moyens de production et leurs produits. Cette domination ne peut être que collective, et ce qu'on nomme un « plan économique » est un des moyens de cette domination, mais seulement dans des conditions politiquement déterminées, en l'absence desquelles, le « plan » n'est qu'une méthode particulière utilisée par une classe dominante, distincte des producteurs immédiats vivant du produit de leur propre travail, afin d'assurer sa propre domination sur les moyens de production et sur les produits couramment obtenus » (p. 35).

Le « plan économique » n'est donc pas, comme on pourrait être tenté parfois de le croire, une preuve effective d'une progression irrémédiable vers le socialisme. On peut ainsi parler d'un « plan bourgeois » et d'un « plan socialiste » (voir p. 42), selon la nature des rapports sociaux de production. Un véritable travail conceptuel s'impose alors pour ne pas

être victime de l'apparence trompeuse de l'imédiateté des choses, qui nous mène presque tout naturellement à opposer le plan au marché. De nombreuses pages de l'échange de vues entre Sweezy et Bettelheim sont d'ailleurs consacrées à cet important problème théorique.

Le plan comme le marché ne sont pas des concepts ; ils ne relèvent donc pas de l'explication mais s'identifient à de simples notions idéologiques propres à l'expérience vécue de tout sujet. L'approche marxiste, comme toute approche qui aspire à un statut scientifique, va de l'apparence à l'invisible, du donné au construit. Or le marché et le plan se situent au départ de la démarche scientifique ; le construit est produit lorsque le chercheur a pu définir des relations sociales, et plus spécifiquement les relations de domination et d'exploitation entre classes qui sous-tendent toute combinaison plan/marché, selon des modalités variables. Dès lors l'articulation plan/marché n'est qu'un instrument au service d'une classe dominante, ou du prolétariat. Dans un cas ou dans l'autre ce même instrument, d'un point de vue formel, prend une signification très différente. Dans le premier cas, il peut marquer une régression vers un capitalisme d'État ; dans le second, une progression vers le socialisme. Le passage effectif au socialisme implique une domination du prolétariat dans toutes les phases de la transition. Cette domination, ou dictature du prolétariat, doit amener la disparition progressive des relations marchandes et renforcer la planification socialiste.

Une authentique connaissance scientifique exige d'aller au-delà du niveau superficiel des formes (ici le marché et le plan), pour atteindre les véritables contradictions, seules susceptibles de montrer la tendance évolutive d'une transition particulière. En d'autres termes, il faut atteindre le niveau complexe des relations sociales dans leur dynamique conflictuelle qui donne alors un sens et une direction à ces indices que sont le plan et le marché, articulés selon diverses modalités en un tout significatif. L'interrogation scientifique vise donc à répondre à « ces questions ultimes qui sont décisives pour la société en transition : les questions du lieu du pouvoir et de ses utilisations pour déterminer si la société avance vers le socialisme ou recule vers le capitalisme » (p. 28).

La transition correspond ainsi à une période incertaine où la voie vers le socialisme, par exemple, n'est pas assurée, même si elle a été

en quelque sorte sanctionnée par une révolution prolétarienne impliquant, entre autres, la nationalisation des moyens de production. Une telle coupure ne met pas brusquement fin aux relations sociales capitalistes. La transition socialiste ne peut donc pas être unidirectionnelle. Une régression vers des formes transformées de capitalisme est toujours possible, comme nous le prouve l'expérience des pays d'Europe orientale. Sweezy illustre fort bien une telle régression avec les cas de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de l'URSS.

Si la transition ne mène pas inéluctablement au socialisme par exemple, une telle période peut être qualifiée de « volontariste ». Non pas que tout déterminisme soit absent, mais, selon les périodes, un élément de la relation dialectique entre volontarisme et déterminisme domine (voir p. 89-92). En bref, « les sociétés révolutionnaires peuvent et doivent choisir » (p. 92 ; italique ajouté), mais en même temps « la route suivie par une formation sociale est toujours déterminée par la lutte des classes » (p. 60). Seule la domination effective du prolétariat devrait mettre fin à une telle lutte et du même coup à la période de transition pour entrer pleinement dans le socialisme.

En conclusion, ces sept articles sont une excellente contribution qui s'ajoute au petit nombre de travaux qui traitent de la transition, en général, ou d'un type historiquement déterminé de transition. L'utilisation de « l'analyse des formes », principe méthodologique fondamental dans l'approche marxiste, c'est-à-dire la distinction entre un donné et un construit, un résultat et un procès, une forme et une structure profonde, se présente donc dans le cas de la transition socialiste, d'une part, comme une contradiction superficielle du plan et du marché, et, d'autre part, comme des relations sociales dominantes mettant aux prises des classes. Un autre apport important de ce petit ouvrage est la démonstration instructive et démythifiante de la transition régressive vers une forme étatique de capitalisme de plusieurs pays dits socialistes.

Relevons pour terminer que l'ensemble de ces articles ont été traduits en français et publiés, en 1972, chez Maspero, sous le titre *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme*.

Gérald BERTHOUD

Études africaines,
Université de Montréal.

BODARD, Lucien, *Les dossiers secrets du Pentagone*, Presses de la Cité, Paris, 1971, 288p.

En 1967, le secrétaire d'État américain à la Défense, Robert MacNamara, s'interrogeait sur les causes d'échec de l'engagement militaire de son pays au Viêt-nam, engagement dont il avait été l'un des principaux moteurs : ayant poussé à l'envoi vers le Sud-Est asiatique de contingents massifs d'hommes et de matériel qui devaient fatalement et à bref délai, selon les prévisions officielles yankees, anéantir dans un tourbillon de feu et d'acier, quelques nids de méchants maquisards communistes.

Pour s'éclairer sur les raisons d'un effet inattendu de la stratégie du Pentagone, le Ministre ordonna une enquête dans les archives secrètes de ce « Département ».

Au bout de quelques mois, les chercheurs avaient dégagé, des coffres de sûreté, quatre mille pages de documents qui jetaient une lumière assez crue sur une perspective de Dien Bien Phu recommencé.

Au terme de l'opération-vérité, courant mai 1968, le président Lyndon Johnson, jusque-là fervent interventionniste, annonçait sa résolution de retirer le plus rapidement possible les troupes américaines du Viêt-nam.

On s'interrogeait encore sur les motifs précis du revirement, lorsqu'en l'été 1971, le plus influent quotidien des États-Unis, le *New York Times*, publia une sélection du florilège polémologique élaboré confidentiellement par les documentalistes du Pentagone. Et ce fut, sur l'Amérique de la bonne conscience, le scandale dont on se souvient.

On avait tellement répété aux citoyens yankees que l'argent que le fisc leur soutirait pour couvrir les frais de l'opération du Viêt-nam était investi dans la plus pure des causes, que leurs gouvernants et leurs états-majors étaient les sentinelles intègres du monde libre, que leurs fils, leurs frères en mission dans les rizières et sous les palétuviers n'étaient rien moins, foi de cardinal-archevêque « vicaire aux armées », que « soldats du Christ » ; — oui, on l'avait si noblement conditionné ce bon gros peuple américain — qu'il était impossible qu'il ne fût pas traumatisé par la révélation de faits tels que ceux-ci :

— l'engagement militaire américain dans le sous-continent jaune n'était nullement affaire